

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1909

[C — 2009/31281]

30 AVRIL 2009. — Arrêté 2009/76 du Collège de la Commission communautaire française instaurant une prime à l'engagement en vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 26, 8°, inséré par le décret du 5 février 2004;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 10 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 3 février 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du Budget du 12 février 2009;

Vu l'avis 46.090/4 du Conseil d'Etat donné le 23 mars 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, il faut comprendre par :

— « administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, service à gestion séparée mettant en oeuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998;

— « équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

— « travailleur handicapé » : la personne handicapée admise au bénéfice du décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, en faveur de laquelle est prise la décision visée à l'article 21, 3e alinéa, du dit décret et occupée en vertu d'un contrat de travail donnant lieu à assujettissement à la sécurité sociale ou en vertu d'un statut réglementaire;

— « employeur » : toute personne de droit public ou privé qui occupe un travailleur;

— « prime » : prime à l'engagement.

Art. 3. La prime peut être accordée par l'administration pour tout contrat à durée déterminée ne dépassant pas la durée de trois mois.

Elle peut être renouvelée sans toutefois pouvoir être accordée, pour un même travailleur handicapé chez un même employeur, pour une durée excédant six mois par période de douze mois à dater du début du premier contrat.

Art. 4. La demande de prime concernant un travailleur handicapé est introduite par l'employeur à l'administration sur le document fixé par elle. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande de l'employeur.

Art. 5. La décision d'octroi de la prime est notifiée à l'employeur dans un délai de trente jours à partir de la date de décision. L'intervention est accordée au plus tôt à partir de la date d'envoi de la demande. Sous réserve de l'application de l'article 3, alinéa 2, elle est accordée jusqu'à l'échéance du contrat.

Art. 6. L'intervention accordée par l'administration correspond à 30 % de la rémunération du travailleur handicapé.

Par rémunération, on entend la rémunération mensuelle brute effectivement payée par l'employeur plafonnée à trois fois le revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail. Toutefois, pour le calcul de la prime, les réductions ou exonérations des cotisations de sécurité sociale et les autres interventions dans la rémunération qui peuvent être octroyées en vertu de dispositions fédérales ou régionales sont déduites de la rémunération prise en considération.

Art. 7. Lorsque l'employeur est une agence d'interim, celle-ci versera à l'entreprise utilisatrice au minimum 50% de l'intervention visée à l'article 6.

Art. 8. Ne peuvent bénéficier de la prime :

1° les employeurs qui ont procédé au licenciement d'un ou plusieurs travailleurs lorsque ce licenciement est abusif au sens des deux premiers alinéa de l'article 63 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° les employeurs qui ne satisfont pas aux conditions légales et réglementaires qui leur incombent en leur qualité d'employeur;

3° les employeurs de droit public qui n'occupent pas au moins à temps plein une personne handicapée admise au bénéfice d'une réglementation fédérale, communautaire ou régionale par groupe de 20 unités temps plein. Ne sont pas pris en considération parmi ces emplois ceux qui sont réservés au personnel médical, infirmier et soignant, aux policiers et aux pompiers. La prime est accordée à ces employeurs pour tout engagement supplémentaire à cette norme.

Art. 9. Les employeurs suivants ne peuvent prétendre au bénéfice de l'intervention dans les cas ci-dessous :

1° les entreprises de travail adapté, pour les travailleurs handicapés pour lesquels une intervention dans la rémunération et les charges sociales est octroyée par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées, pour autant que cette intervention ne concerne pas le personnel d'encadrement;

2° les employeurs, pour un travailleur qui leur fait bénéficier d'interventions accordées par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées en exécution de la convention collective de travail n° 26 concernant le niveau de rémunération des personnes handicapées occupées dans un emploi normal ou de toute autre disposition réglementaire visant à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur.

Art. 10. Le paiement des interventions visées au présent arrêté s'effectue à l'expiration de chaque mois ou à l'expiration du contrat sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration et introduits par l'employeur. Ces documents doivent être introduits, sous peine de forclusion, dans un délai de douze mois à dater de l'expiration du mois auquel ils se rapportent.

Le paiement est effectué par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents dûment complétés.

Art. 11. Le membre du Collège qui a la Politique d'Aide aux Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Par le Collège :

Benoît CEREXHE,
Président du Collège.

Evelyne HUYTEBROECK,
Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1909

[C - 2009/31281]

30 APRIL 2009. — Besluit 2009/76 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot instelling van een aanwervingspremie met het oog op het bevorderen van de inschakeling van personen met een handicap in het arbeidsproces

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 26, 8°, ingevoegd door het decreet van 5 februari 2004;

Gelet op het advies van de afdeling « Gehandicapten » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 10 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.090/4 van de Raad van State, gegeven op 23 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit moet verstaan worden onder :

— 'Bestuur' : de Franstalige Brusselse dienst voor personen met een handicap, dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van personen met een handicap die opgericht werd bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

— 'Pluridisciplinair team' : het orgaan ingesteld bij artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces;

— 'Werknemer met een handicap' : de persoon met een handicap die opgenomen is volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces, voor wie de beslissing bedoeld in artikel 21, derde lid, van het genoemde decreet genomen wordt en die aangesteld wordt op basis van een arbeidsovereenkomst waardoor men onderworpen is aan de sociale zekerheid of middels een reglementair statuut;

— 'Werkgever' : iedere private of publieke rechtspersoon die een werknemer in dienst neemt;

— 'Premie' : aanwervingspremie.

Art. 3. De premie kan door het bestuur toegekend worden voor elke overeenkomst van bepaalde duur waarvan de duur niet meer dan drie maanden bedraagt.

De premie kan wel verlengd worden, maar kan niet toegekend worden, voor eenzelfde werknemer met een handicap bij eenzelfde werkgever, voor een periode van meer dan zes maanden per periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de aanvang van de eerste overeenkomst.

Art. 4. De premieaanvraag betreffende een werknemer met een handicap wordt door de werkgever bij het bestuur ingediend aan de hand van het document dat laatstgenoemde daartoe bestemd heeft. Het pluridisciplinair team beslist over de aanvraag van de werkgever.

Art. 5. De beslissing tot toekenning van de premie wordt aan de werkgever bekendgemaakt binnen een termijn van dertig dagen na het nemen van de beslissing. De tegemoetkoming wordt toegekend ten vroegste vanaf de verzenddatum van de aanvraag. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 3, lid 2, wordt de tegemoetkoming toegekend tot het verstrijken van de overeenkomst.

Art. 6. De door het bestuur toegekende tegemoetkoming stemt overeen met 30% van de bezoldiging van de werknemer met een handicap.

Onder bezoldiging wordt het brutomaandinkomen verstaan dat daadwerkelijk door de werkgever werd betaald, tot een maximum van drie maal het gemiddelde minimale maandinkomen zoals gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Voor de berekening van de premie worden evenwel de verminderingen of vrijstellingen van sociale lasten en de andere tegemoetkomingen in de bezoldiging die kunnen worden toegekend krachtens de federale of gewestelijke bepalingen, van de in aanmerking genomen bezoldiging afgetrokken.

Art. 7. Indien de werkgever een uitzendbureau is, dan stort hij ten minste 50% van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 6 aan de gebruikende onderneming.

Art. 8. Komen niet in aanmerking voor de premie :

1° de werkgevers die één of meerdere werknemers ontslagen hebben indien dit ontslag abusief was in de zin van de eerste twee leden van artikel 63 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° de werkgevers die niet voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden die zij moeten vervullen als werkgever;

3° de publiekrechtelijke werkgevers die per groep van twintig voltijdse betrekkingen niet nog één persoon met een handicap, opgenomen volgens de federale, gemeenschaps- en gewestelijke reglementering, tewerkstellen. Komen niet in aanmerking hiervoor, de banen die voorbehouden zijn aan het medisch, verplegend en verzorgend personeel, aan politieagenten en brandweermannen. De premie wordt toegekend aan die werkgevers voor iedere bijkomende verbintenis met betrekking tot deze norm.

Art. 9. De volgende werkgevers kunnen in de onderstaande gevallen geen aanspraak maken op de tegemoetkoming :

1° de ondernemingen met aangepast werk, voor de werknemers met een handicap voor wie een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten toegekend wordt door een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van personen met een handicap, in zoverre deze tegemoetkoming geen betrekking heeft op het begeleidingspersoneel;

2° de werkgevers, voor een werknemer voor wie ze kunnen rekenen op tegemoetkomingen vanwege een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van personen met een handicap krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende de bezoldigingsgraad voor personen met een handicap die een gewone arbeidsfunctie uitoefenen of krachtens iedere andere reglementaire bepaling ter compensatie van het tijdelijk of blijvend rendementsverlies van een werknemer.

Art. 10. De betaling van de tegemoetkomingen bedoeld in Hoofdstuk II van dit besluit gebeurt aan het einde van iedere maand of bij het aflopen van de overeenkomst na voorlegging van de bewijsstukken die door het bestuur vastgesteld zijn en door de werkgever ingediend zijn. Deze documenten moeten, op straffe van uitsluiting, ingediend worden binnen een termijn van twaalf maanden na het verstrijken van de maand waarop ze betrekking hebben.

De betaling gebeurt door het bestuur binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze naar behoren ingevulde documenten.

Art. 11. Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2009.

Namens het College :

Benoît CEREXHE,
Voorzitter van het College.

Evelyne HUYTEBROECK,
Lid van het College belast met het Beleid inzake bijstand
aan personen met een handicap.